

Initiative de Lomé contre les médicaments qui tuent

Programme 2022-2024

Le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure (MFQI) prive les patients africains de médicaments de qualité abordables.

En janvier 2020, six gouvernements africains se sont associés pour lutter contre cette activité criminelle qui menace la santé publique, la sécurité des pays et leur état de droit. Elle fragilise aussi l'économie de la santé.



Congo



Ghana



Niger



Sénégal



Togo



Ouganda

avec l'appui de la



Fondation Brazzaville

Le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure (MFQI)

42%
des signalements
proviennent d'Afrique
subsaharienne

70 à 90%
des médicaments
sont importés

Les produits de qualité
inférieure tuent
122 350
enfants chaque année



Un enjeu de santé publique

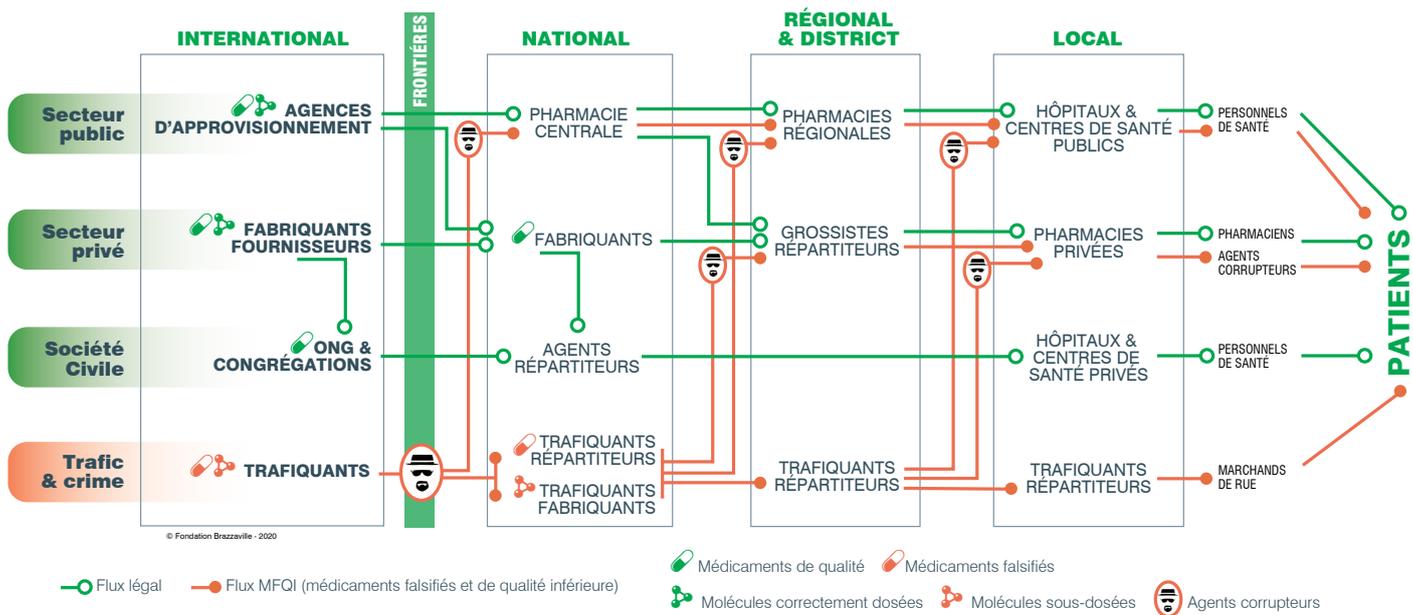
- L'Afrique est fortement dépendante des importations de médicaments : 70 à 90 % des médicaments consommés en Afrique subsaharienne sont importés (*McKinsey, 2019*)
- L'Afrique subsaharienne est extrêmement touchée par le trafic de médicaments falsifiés : 42 % des signalements du trafic reportés au dispositif global de surveillance de l'OMS proviennent d'Afrique subsaharienne (*OMS, 2017*)
- Tous les médicaments présentent un risque de contenir des substances toxiques ou contre-indiquées : en mars 2019, au Cameroun, de nombreux cas d'hypoglycémie ont permis de mettre en évidence la présence d'un antidiabétique dans un médicament contre l'hypertension (*OMS, 2019*)
- Des médicaments qui tuent : chaque année, environ 122 350 décès d'enfants de moins de cinq ans dans les 39 pays d'Afrique subsaharienne étudiés seraient liés à l'usage d'antipaludiques de mauvaise qualité (*The American Journal of tropical medicine and hygiene, 2015*)

Un lien avec la criminalité et les atteintes à l'état de droit

- Le marché illégal des médicaments représenterait 200 milliards de dollars au niveau mondial (Forum Économique Mondial, 2011)
- Une atteinte à l'économie africaine : les pertes socioéconomiques causées par le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure fragilisent les économies des pays africains, notamment dû au blanchiment de capitaux (*ONUDC, 2019*)
- Un trafic géré à des degrés divers par le crime organisé (*Pryzswa, 2013*)

Les effets de la corruption sur la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique

Pour lutter contre le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure, il convient de comprendre l'action des agents corrupteurs sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique.



L'engagement des états africains, lors du Sommet de Lomé

Le samedi 18 janvier 2020, S.E. Faure Gnassingbé, Président du Togo, S.E. Yoweri Museveni, Président de l'Ouganda, S.E. Macky Sall, Président du Sénégal, et des représentants de la République du Congo, du Ghana et du Niger ont lancé l'Initiative de Lomé, avec l'appui de la Fondation Brazzaville.

Ils ont signé une **déclaration politique** fixant les objectifs suivants :

- **Mettre en place des législations** permettant de criminaliser le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure et d'imposer de lourdes sanctions pénales ;
- **Signer et ratifier les accords internationaux**, notamment la convention MEDICRIME, la convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée, et le traité instituant l'Agence africaine du médicament.



“ S.E. Faure Gnassingbé
Président de la République du Togo

C'est la première fois que nous Africains, nous emparons nous-mêmes du problème des faux médicaments et de leur trafic : un fléau dont notre continent est la première victime et dont les conséquences sont dramatiques pour nos populations.

”

L'élaboration de plans nationaux de lutte contre les MFQI (2022-2024)



Domaines d'action

Pour répondre aux enjeux identifiés, les plans nationaux doivent s'articuler autour de quatre domaines d'action complémentaires :

- La santé publique ;
- La sécurité ;
- L'état de droit ;
- L'économie de la santé.

Une approche systémique et coordonnée

La lutte contre le trafic de MFQI appelle :

- Une action déterminée et interministérielle au niveau du secteur public ;
- Une action systémique et coordonnée des pouvoirs publics, du secteur privé et des acteurs du système de santé porté par la société civile.

Cibles prioritaires

- Les femmes qui sont à la fois acheteuses et vendeuses de médicaments falsifiés ;
- Les jeunes qui ont la capacité de changer les comportements d'achat ;
- L'opinion publique ;
- Les trafiquants.

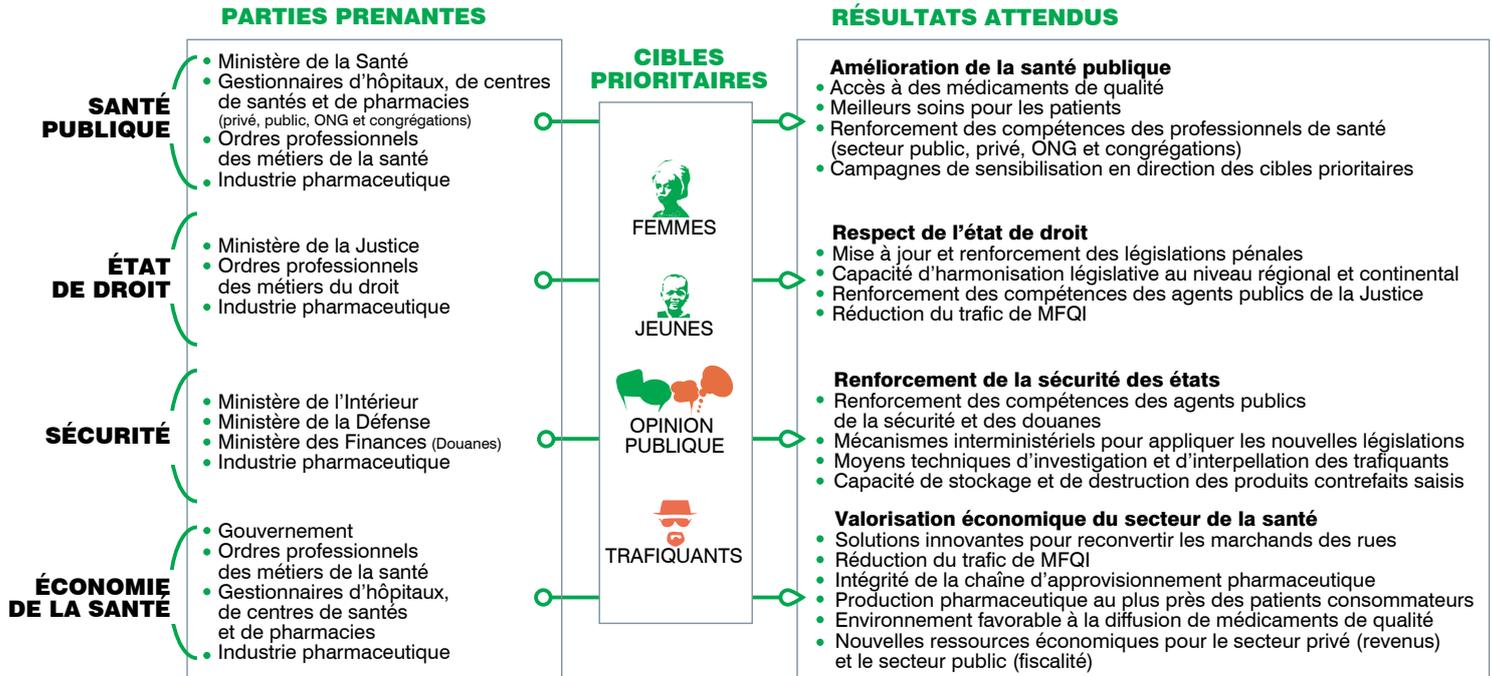
“ Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général, Organisation mondiale de la santé, présent au Sommet de Lomé

Nous apprécions l'accent mis dans la déclaration de Lomé sur la criminalisation du trafic de médicaments falsifiés. C'est un élément important de notre lutte. Deux des douze actions de la stratégie de l'OMS ont trait au renforcement des cadres juridiques pour lutter contre les criminels qui en font le trafic. Il est important de renforcer la réponse juridique aux médicaments falsifiés et non conformes aux normes, mais nous devons également faire plus.



La méthodologie des plans nationaux de lutte contre les MFQI

Sur la base de leur analyse partagée de la problématique MFQI, l'ensemble des parties prenantes peuvent s'engager dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux.



Le programme coordonné 2022-2024

2022

- Mettre en œuvre les recommandations de l'audit législatif
- Lancer un projet pilote dans l'un des pays programmes
- Élaborer les plans nationaux de lutte contre les MFQI
- Intégrer 3 nouveaux pays (*) dans le programme
- Mettre en place une consultation internationale de jeunes experts
- Renforcer les capacités des parties prenantes

(*) La Gambie, la Guinée Bissau et la République Démocratique du Congo ont manifesté leur intention d'intégrer l'Initiative de Lomé.

2023

- Soutenir la mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre les MFQI
- Soutenir l'intégration de nouveaux pays dans le programme
- Renforcer les capacités des parties prenantes
- Évaluer à mi-parcours

2024

- Soutenir la mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre les MFQI
- Soutenir l'intégration de nouveaux pays dans le programme
- Renforcer les capacités des parties prenantes
- Évaluer



Le cadre partenarial

États signataires

Les états signataires sont les maîtres d'ouvrage du programme. Hôte du sommet de lancement, la République du Togo assure la coordination politique.



Congo



Ghana



Niger



Sénégal



Togo



Ouganda

Coordination technique

La Fondation Brazzaville est maître d'œuvre du programme et elle assure à ce titre la coordination technique.



Fondation
Brazzaville

Elle jouit du statut d'observateur au Comité des parties à la convention MEDICRIME du Conseil de l'Europe (mai 2021).



Elle est membre du comité exécutif de l'Alliance Fight the Fakes (février 2022).



Fondation Brazzaville

The Brazzaville Foundation
17 Oval Way London SE11 5RR
Royaume-Uni

www.brazzavillefoundation.org
contact@brazzavillefoundation.org

f Brazzaville Foundation
t @BrazzaFound
in Fondation Brazzaville
▶ Fondation Brazzaville

Expertise juridique

Le cabinet d'avocats international Allen & Overy est chargé de l'audit législatif.

ALLEN & OVERY

Relations de travail

Les partenaires de l'Initiative de Lomé entretiennent des relations de travail avec :

Le siège, le bureau régional et les représentations nationales de l'Organisation Mondiale de la Santé



L'Union africaine (Agence africaine du médicament et AUDA-NEPAD)



Le siège et le bureau Afrique de l'Ouest et Afrique centrale de l'ONUSUD



La fédération internationale des fabricants et associations pharmaceutiques - IFPMA



Les entreprises du médicament (LEEM - France)

